

Séance ordinaire du lundi 5 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le cinq juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Patrimoine historique

Présents :

Tasime AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Clare HART, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mission Grand Cœur - Dispositif d'aide financière pour "Travaux d'intérêt architectural - TIA" - Actualisation de la commission compétente - Modification du règlement - Approbation

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'opération « *Montpellier Grand Cœur* », un dispositif d'aide financière visant à favoriser la bonne restauration de vestiges rares voire uniques, ainsi que la restitution de dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique, a été mis en place en 2010. Ce dispositif a permis à la Ville de participer au financement du surcoût engendré dans le cas de découvertes fortuites en cours de chantier ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré.

Ce dispositif a notamment permis la restauration de menuiseries du XVIII^{ème} siècle (4 rue des Trésoriers de la Bourse), de décors intérieurs peints (8 place du Marché aux Fleurs/Hôtel Mirman, 3 rue de la vieille/Hôtel de Gayon), de restitution en façade d'éléments architecturaux et/ou de décors sculptés (1 rue Joubert, 2 rue de la République/1 et 4 rue d'Alger, 25 rue de Maguelone).

Les projets susceptibles d'être aidés sont listés par le service patrimoine historique de la mission Grand Cœur. Le service patrimoine historique, en lien avec les porteurs de projet rassemble l'ensemble des documents nécessaires (demandes d'autorisation, rapports historiques, plans, devis, factures...).

Les projets sont ensuite présentés pour étude de leur éligibilité par une commission spécifique regroupant des représentants de la Ville et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Il est proposé

l'actualisation de cette commission avec les membres suivants :

- Le(la) conservateur(trice) régional(e) des monuments historiques, ou son(sa) représentant(e),
- Le(la) conservateur(trice) régional(e) de l'archéologie, ou son(sa) représentant(e),
- L'architecte des bâtiments de France, ou son(sa) représentant(e),
- L'Adjoint(e) délégué(e) au patrimoine historique, ou son(sa) représentant(e),
- L'Adjoint(e) délégué(e) à l'urbanisme et à l'aménagement durable, ou son(sa) représentant(e),
- Le(la) directeur(trice) du pôle développement urbain de la Ville de Montpellier, ou son(sa) représentant(e),
- Le(la) directeur(trice) de la mission Grand Cœur, ou son(sa) représentant(e),
- Un représentant du service patrimoine historique de la mission Grand Cœur, ou son(sa) représentant(e).

Pour les projets éligibles, le versement de l'aide est effectif une fois les travaux correctement réalisés et après approbation du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

Le montant de la subvention allouée par opération, auparavant laissé à la libre appréciation de la commission est désormais encadré et plafonné par le règlement. Le règlement fixe les modalités administratives, techniques et financières du dispositif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'actualisation des membres de la commission ;
- D'approuver les termes du règlement modifié ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 juin 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement TIA actualisé 2023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20230605-232589-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/06/23
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.